

## À la presse luxembourgeoise

### Communiqué

#### **Echange entre l'ALIA et les membres de la Commission des médias du Parlement**

#### **Quo vadis régulation des médias, quo vadis ALIA ?**

Le 5 mars 2024, l'ALIA a eu l'occasion d'échanger avec les membres de la Commission des médias de la Chambre des députés sur l'état des lieux de la réforme du cadre juridique touchant la régulation médiatique au Luxembourg. Les interrogations portées par les députés ont notamment révélé que :

- Les grandes orientations politiques de cette réforme n'ont pas à ce jour été arrêtées
- Les chantiers (régulation des plateformes en ligne, régulation du contenu des médias sociaux en général et en particulier lors des campagnes électorales, régulation des télévisions communales, ...) vont grandissant
- Les moyens humains et financiers pour l'Autorité stagnent voire régressent

La dotation budgétaire retenue dans le projet de budget 2024 donne à penser qu'une régulation efficace des médias et plus généralement des formes de communication de masse ne semble pas constituer une des priorités du gouvernement, alors cependant que la réforme de la loi qu'elle requiert a été annoncée dans l'accord de coalition. Cette dotation est insuffisante pour assurer le développement des projets de croissance internes, nécessaires à l'accomplissement des multiples missions de l'ALIA.

Ce constat fait suite au rappel par une députée que, lors du colloque organisé par l'ALIA au printemps 2023<sup>1</sup>, tous les représentants des partis politiques, dont ceux de la coalition gouvernementale actuelle, convenaient de l'urgence à conférer à l'ALIA les moyens nécessaires. Il y va de l'indépendance du régulateur consacrée par les termes de la directive sur les services de médias audiovisuels gouvernant la régulation, mais aussi de la crédibilité à l'échelle internationale du Luxembourg et de sa place médiatique, qui compte plus de 400 services de médias à surveiller face à une équipe de 13 collaborateurs fixes de l'Autorité.

Communiqué par l'ALIA en date du 6 mars 2024

---

<sup>1</sup> <https://alia.public.lu/article/loi-sur-les-medias-electroniques-il-y-a-urgence-a-reformer/>